SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1919

Rapport de la Commission des Affaires économiques,
chargée d'examiner le Projet de loi relatif à des
avances par l'État pour les dommages causés aux
biens par les faits de la guerre.

(Voir les n^{os} 11 et 59, de la Chambre des Représentants; — 23, du Sénat.)

Présents : MM. VAN DER MOLEN, Président-Rapporteur; CALLENS,
COOLS, EMPAIN et BATAILLE.

MESSIEURS,

Le projet de loi voté par la Chambre répond à des nécessités dont l'urgence n'est pas contestable. Suivant la législation actuellement en vigueur, des allocations provisionnelles ne peuvent être accordées à des sinistrés, victimes de faits de guerre, que par les tribunaux de dommages de guerre institués par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918. Ces tribunaux n'ont pu encore être constitués à l'heure actuelle. Il s'ensuit que des retards se produisent dans le versement aux préjudiciés des premières avances indispensables. Le projet remédie à cette situation en autorisant l'État à faire directement et sans l'intermédiaire du tribunal, les avances nécessaires. Toutefois, il n'envisage celles-ci que dans le cas où le besoin est réel et urgent, pour la réparation d'un dommage matériel, direct et certain et après constatation et évaluation contradictoires intervenues entre le commissaire de l'État et le sinistré.

D'autre part, le projet autorise l'État à transiger avec la victime quand le montant de la demande ne dépasse pas 2,000 francs. D'après l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, article 36, aucun accord entre le commissaire de l'État et le sinistré ne devient définitif qu'après homologation par le tribunal. Cette disposition prise en vue d'entourer tous les arrangements relatifs à la réparation des dommages de guerre du maximum de garantie possible, offre l'inconvénient d'encombrer les tribunaux d'une infinité de litiges

telle qu'il y a lieu de craindre qu'ils ne puissent suffire à leur tâche. Il a semblé à la Chambre que le principe de la garantie serait suffisamment sauvegardé en même temps que quantité de dommages de peu d'importance pourraient être réparés à très bref délai, si on permettait au Gouvernement de transiger sans homologation quand le total de la demande ne dépasse pas 2,000 francs.

La Commission estime que le projet est de nature à hâter la solution de nombreux cas intéressants et la réparation des dommages causés par la guerre. En conséquence et à l'unanimité, elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Président-Rapporteur,
O. VAN DER MOLEN.